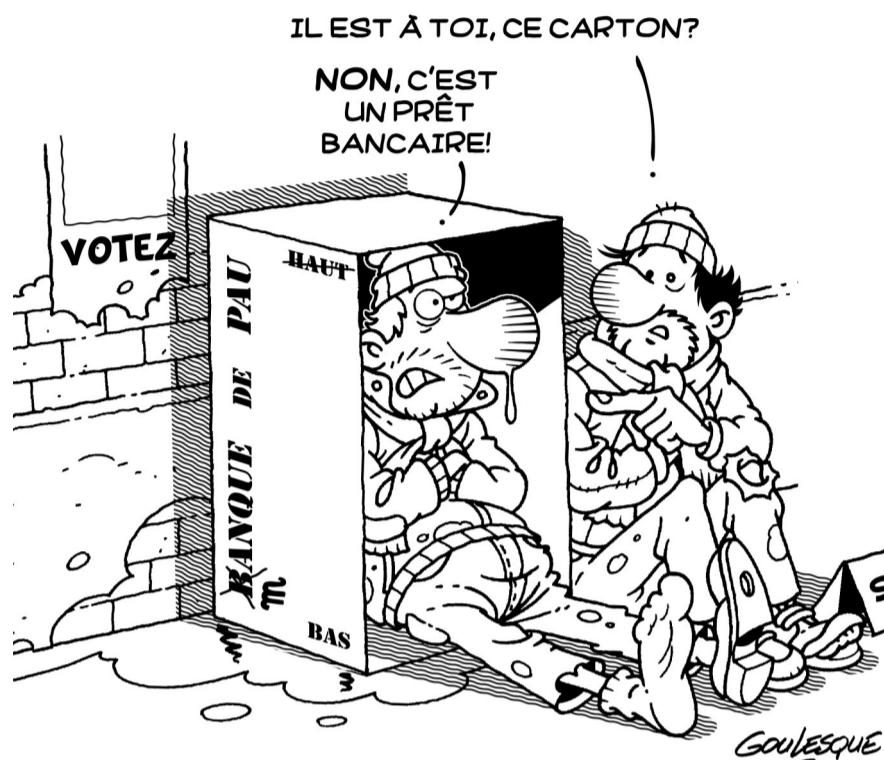


«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus



«C'est la rentrée ! Finies, les vacances !» Au fil des ans, la phrase perd de son sens, tant la situation économique réduit l'accès aux loisirs pour bon nombre de gens. Il y a toutes celles et ceux qui font des travaux saisonniers et qui ne prennent pas de vacances l'été mais il y a surtout toutes celles et ceux qui ne peuvent pas se payer de vacances et qui sont de plus en plus nombreux.

Le 2 août dernier, le journal Sud-Ouest titrait : « la fréquentation touristique en baisse en juillet, plombée par l'inflation et le mauvais temps » tandis qu'un mois avant, Le Monde avertissait : « Moins loin, plus courtes, des vacances d'été sous le signe de l'inflation »¹. Le problème doit paraître dérisoire au 10% les plus pauvres qui ont dû sauter des repas par manque d'argent ou aux 40% qui se restreignent sur l'alimentation². Reste que ce marqueur atteste de la paupérisation des classes moyennes tandis que, évidemment, pour ceux qui étaient déjà pauvres, la situation s'aggrave. Et par plus pauvres, entendez surtout le féminin, puisque, en moyenne, les femmes gagnent toujours 28,5% moins que les hommes et sont surreprésentées dans les emplois les plus précaires.

Pendant ce temps, pour les plus riches tout va bien. Malgré l'augmentation des tarifs, les vols touristiques hautement carbonés se portent bien et, globalement, la situation des plus aisés est de plus en plus florissante. La crise profite aux riches... Et aux grandes entreprises. Tout comme ils avaient profité de la pandémie de COVID, les plus riches bénéficient de la guerre en Ukraine, de la « crise énergétique » et de l'inflation. N'est-il pas symbolique de voir que Rodolphe Saadé, troisième fortune française et patron de CMA-CGM, l'une des plus grandes entreprises mondiales de porte-conteneurs, maillon essentiel du transport de marchandises – et donc du réchauffement climatique et de la diffusion des virus – a vu sa

fortune augmenter de 28.5 milliards d'euros en 2022 ? C'est que : « La guerre en Ukraine a provoqué une crise de l'énergie et une crise du coût de la vie. Certaines entreprises dans des secteurs comme le pétrole, le gaz, les transports ou l'agro-alimentaire ont profité de la guerre pour augmenter leurs marges et réaliser des superprofits. » nous dit l'Oxfam. A tel point qu'un membre du directoire de la Banque centrale européenne, Fabio Panetta, en est lui-même outré : « Les coûts de production diminuent, mais les prix de détail sont en hausse et les bénéfices augmentent. Il y a de quoi s'inquiéter [...] d'une éventuelle hausse de l'inflation due à la hausse des bénéfices. »³

Et le gouvernement accompagne le mouvement. Ainsi, une nouvelle fois, Elisabeth Borne nous prépare à devoir nous serrer la ceinture (toujours la même rengaine) tandis que le bouclier tarifaire censé nous protéger des hausses des prix du gaz et de l'énergie laisse sur le carreau les plus pauvres : « Dès 2023, près de deux millions parmi les plus pauvres vont payer plus cher leur énergie que les autres Français »⁴ Il s'agit notamment des résidents de HLM qui vont payer le chauffage collectif au gaz 3 fois plus cher et l'électricité collective 5 fois plus cher. Là encore, une conséquence de la libéralisation des marchés. « On ne peut plus suivre » me disait une retraitée en cette fin d'été. Ce n'est pas une révolutionnaire, juste une honnête femme, modeste et digne. La colère couve comme la lave au fond du volcan. La question n'est pas de savoir si l'explosion aura lieu mais la date à laquelle elle se produira.

¹ « Moins loin, plus courtes, des vacances d'été sous le signe de l'inflation », Marjorie Cessac, Le Monde, 4 juillet 2023.

² Tous les chiffres qui suivent sont extraits du rapport d'Oxfam France : « Les fractures de la crise. Quand la France fait payer l'addition de la crise aux plus précaires ! » : <https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2023/01/Davos-Rapport-LaLoiDuPlusRiche-France-2023.pdf>

³ « Ceux qui profitent de l'inflation », Claire Carrard, Le courrier international, 23 mai 2023.

⁴ « Crise énergétique : Dès 2023, près de deux millions parmi les plus pauvres vont payer plus cher leur énergie que les autres Français », Tribune d'élus locaux in Le Monde, 14 décembre 2022.

Paris 2024: Précarité 2.0

Depuis des années, c'est toujours la même musique: c'est le travail qui donnerait sa dignité aux individus, et c'est seulement en retrouvant un travail que les précaires retrouveraient la dignité. C'est un discours particulièrement insultant, qui nie notre qualité d'être Humains, c'est-à-dire d'individus doués de raison et de libre arbitre.

Le gouvernement a décidé de mettre en place une nouvelle réforme du RSA, qui conditionne l'obtention des allocations à l'obligation de faire de 15h à 20h hebdomadaire de travail gratuit. C'est le rétablissement de l'esclavage! Mais déjà, aujourd'hui, Pôle Emploi (qui s'appellera bientôt "France Travail"... Ça claque comme un slogan de l'Etat français de Pétain) nous met une pression incroyable pour accepter n'importe quel boulot. Pour les prochaines compétitions sportives (Coupe du Monde de Rugby, J.O. 2024), les organisateurs manquent de bras pour assurer la sécurité. Qu'à cela ne tienne, Pôle Emploi a été chargé par le gouvernement de ratisser large pour recruter des vigiles et autres agents de contrôle. Ils ont donc lancé une vaste campagne auprès des précaires pour les inviter fermement à traverser le Stade et endosser l'uniforme des sociétés de sécurité privée. Mais, certains refusent de répondre à l'ordre de mobilisation et comptent bien faire entendre leur droit à l'objection de conscience et à refuser de jouer le rôle de poucaves.



... **Paris 2024: précarité 2.0**
(suite)

Divers témoignages confirment la pression de Pôle Emploi pour les obliger à s'inscrire aux formations d'agent de sécurité. (sachant qu'une fois que vous avez suivi la formation, il vous est quasiment impossible de refuser une proposition d'emploi dans ce domaine, sous peine de vous voir réduire voire supprimer les allocations ...).

Actuellement, Pôle emploi ne semble proposer que des offres dans le domaine de la sécurité ... Ainsi, Bernard, retraité en recherche de complément de revenu et atteint d'une paralysie latérale droite, s'est vu offrir « la chance de rejoindre l'aventure des JO en participant à la sécurité », tout comme Kevin, Bac +5 de graphisme, ou encore Fatima, mère de famille nombreuse. Mais toutes et tous ont refusé la formation, car outre qu'ils ne souhaitent pas travailler dans le secteur de la sécurité, il s'agit de contrats de 3 semaines (le temps des JO), mal payés, avec plus d'heures de transport que de travail effectif, et des horaires non compatibles avec une vie de famille. Même Eddy, pourtant lui-même agent de sécurité, pestait contre cette « concurrence déloyale » qui exerce une pression à la baisse sur les salaires et une dégradation des conditions de travail !

Refusons d'être utilisés comme des barrières humaines et de mettre notre intégrité en danger pour protéger de riches oisifs. Pôle Emploi doit reconnaître le droit à l'objection de conscience... pas de radiation pour servir de chair à canon durant les J.O.

Patou

Source: "Précaires pas poucaves!" <http://cnt-ait.info>

Samedi 14 octobre 2023:

Inauguration du nouveau local de la CNT-AIT à Pau.

14H, Conférence-débat « Repenser l'anarchisme » de Carlos Taibo (militant du 15 M en, professeur de sciences politiques à l'université autonome de Madrid, auteur de nombreux ouvrages dont « Repensar la anarquía » et « ¿Tomar el poder o construir la sociedad desde abajo ? »).

17H : vernissage de l'exposition d'Anita Blanco.

18H: Nouveau spectacle de Christian Leduc et ses chansons artisanales et rebelles, « **Barricades—mémoires de partageux** ».

(pour un aperçu: <https://www.yiny.org/w/efiJPopnQ43pJnkjXydCeF>)

Ta révolte sur notre blog:

<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>

Réponse aux propos du Lobby BAP tenus en juin dernier, après 2 nouveaux incidents en vallée d'Aspe, impliquant des camions.

(Complément à leurs propos sur l'Accord France-Espagne)

Nous nous permettons de répondre à une partie des propos tenus par Monsieur Grégory Casadebaig, président actuel du lobby BAP (Béarn Adour Pyrénées) lors de son AG du 08 juin 2023. Il y a indiqué en parlant des déviations en vallée d'Aspe : « Elles ont été envisagées et le traité franco-espagnol de 1991 qui instaurait la construction du tunnel prévoyait la réalisation d'un certain nombre d'ouvrages routiers ». C'est vrai, mais nous indiquons à Monsieur Casadebaig que nous connaissons aussi très bien le contenu de ce traité et qu'il a oublié un complément important.

Le traité international entre la France et l'Espagne pour l'ouverture du tunnel du Somport montre que nos sénateurs se sont à minima trompés à l'époque dans leur rapport législatif (<https://www.senat.fr/rap/102-272/102-2721.html>) « La vocation du tunnel du Somport : le développement d'un trafic de proximité », « L'ouverture du tunnel entraînera-telle une évolution notable du trafic sur l'axe du Somport ? [...] C'est pourquoi les hypothèses retenues par les pouvoirs publics ne retiennent pas un report significatif vers l'axe du Somport du trafic de transit international empruntant les deux extrémités de la chaîne. Elles tablent plutôt sur une augmentation modérée de la circulation résultant d'un trafic de proximité, le tunnel permettant une intensification des échanges interrégionaux, aujourd'hui très modestes. »

C'est pourtant ce qui arrive dangereusement actuellement... et que le rapporteur de l'assemblée nationale au sujet du vote du même traité, Monsieur Jean Glavany, avait lui prévu « Votre Rapporteur conçoit les plus grandes inquiétudes quant aux conséquences de l'accroissement du trafic prévu aux différents passages routiers transpyrénéens, et en particulier à travers la vallée d'Aspe. « il est à craindre que la petite percée du Somport attire dans les années qui viennent un trafic de poids lourds tout à fait excessif qui mettrait en péril les équilibres de la vallée. C'est une catastrophe écologique prévisible, l'embolie camionnaire des Pyrénées, qu'il faut à tout prix éviter. » Il traite aussi du prix d'entretien et de fonctionnement du dit tunnel « Les coûts prévisionnels d'exploitation et d'entretien du tunnel sont de l'ordre de 5,485 Millions d'euros » en 2005. Quel en est le coût aujourd'hui ? Tout cela pour du trafic international, y compris de matières dangereuses en vallée d'Aspe et par conséquent à Oloron ?

Accepter la déviation d'Oloron pour réparer l'erreur politique du passé, quitte à en faire les monumentales erreurs du futur, assumées... La déviation d'Oloron laissera 1/3 du trafic orphelin continuer à se déverser dans notre ville, celui qui passe dans Oloron pour aller de la vallée d'Aspe vers Bayonne et qui donc n'empruntera jamais la déviation envisagée à l'Est. **Que prévoit BAP pour sécuriser ce transport, y compris de matières dangereuses, sous les fenêtres de quelques 1000 élèves de la cité scolaire Supervielle ?** Rappelons qu'en octobre dernier, sur Oloron, s'est tenu le salon « Pyrénéo ». Son but : créer une marque « Les Pyrénées » pour les promouvoir, pour rassembler les Pyrénées espagnoles, françaises et l'Andorre, tout en respectant le climat... Quelle fut ma surprise d'y entendre les propos de Monsieur Pierre Saubot, s'étant présenté comme viticulteur du Jurançon « Je m'apercevais que ça sert (le travail de Pyrénéo) quand au lieu d'avoir 1 bus par semaine avec 50 personnes pour leur faire découvrir les mérites du Jurançon, j'en ai 5 par jour, je verrais que le travail monumental que vous avez fait sert à quelque chose... » Tout s'éclaire quand on sait que ce Monsieur a été président de BAP, Béarn Adour Pyrénées, le lobby routier local et en est l'actuel trésorier et un des 4 présidents d'honneur. Ce lobby œuvre notamment pour un axe de transport de marchandises par le Béarn (Saragosse - tunnel du Somport - vallée d'Aspe - Oloron (déviation voulue) - Pau pour ensuite soit Limoges pour Paris et l'Europe du Nord, soit Toulouse pour l'Europe de l'Ouest.

La rénovation actuelle de la RN 134 entre Gan et Oloron, qui était sécuritairement une bonne chose, une fois reliée au nouvel échangeur prévu sur l'A 64, en feront aussi partie. BAP regroupe des présidents de chambre de commerce, chefs de grandes entreprises, anciens banquiers, des élus... dont M. Daniel Lacrampe, ancien président de la Communauté de communes du Haut-Béarn !

Le désenclavement, ce vieux concept erroné

Nous devons lutter contre une fausse idée sur laquelle ils s'appuient : « UNE NOUVELLE ROUTE (le désenclavement) CRÉE DE LA RICHESSE » : Et BIEN NON. Au cas où le bon sens ne suffirait pas, des études prouvent que relier 2 villes ou 2 régions par une nouvelle route ne crée pas de richesse, mais les déplace vers le pôle le plus attractif (de par ses emplois, magasins, culture, habitants plus aisés...). Entre Pau et Oloron, quelle ville sera la plus attractive ? Entre le Béarn et Saragosse, quel bassin d'emplois sera le plus attractif pour les industriels (ouvriers les moins chers payés...)? Depuis l'ouverture du tunnel et l'agrandissement des routes promises, les industries se délocalisent en masse à Saragosse, la plus grande plateforme logistique européenne pour le transport routier s'y trouve, et ils n'attendent que l'aménagement des routes en Béarn pour y passer encore plus. Le port de Valence a été racheté par des Chinois pour y amener leurs produits pour l'Europe, en passant au travers des Pyrénées, les 2 côtés étant surchargés.

Le transit international ne doit plus être facilité, il faut relocaliser

Depuis l'ouverture du tunnel du Somport en 2003, nous dénombrons 34 accidents et incidents (nous en découvrons régulièrement dans les archives), dont 12 impliquant du transport de matières dangereuses avec 2 pollution majeures du Gave d'Aspe et un chauffeur décédé. En facilitant le passage des camions dans notre vallée d'Aspe (ou ailleurs dans les Pyrénées), le flot des camions va s'intensifier, en augmentant ainsi l'accidentologie, la pollution.

De plus, le dernier camion a s'être renversé l'a fait dans un virage aménagé pour être plus sécuritaire. Fin août, un camion de transport perdu sa remorque, dans une partie 3 voies sécurisée pourtant... Les déviations invoquées par M. Casadebaig et prévues initialement pour du trafic local ne le seront plus si la déviation d'Oloron se fait. C'est bien l'intensification du trafic international, notamment en vallée d'Aspe, que BAP souhaite (allez sur leur site), alors que c'est la relocalisation qu'il faudrait, comme l'a malheureusement prouvé l'épisode du COVID. Le lobby BAP est présent aux côtés de tous les élus au comité de sécurisation de la RN 134 qui discutent des projets pour cet axe.

Notre travail de compilation est arrivée pour le moment à documenter 240 000 euros de fonds publics versés par les collectivités territoriales à ce lobby. Le conseil départemental des PA est largement en tête, avec même un financement à hauteur de 15 000 euros en 2006, pour une « ÉTUDE MULTIMODALE ET PROSPECTIVE DES FLUX DE MARCHANDISES ET VOYAGEURS ENTRE LE BEARN ET L'ARAGON » coûtant 73 000 euros, que nous avons demandée au conseil départemental, et jamais reçu jusqu'ici. Nous n'en trouvons pas trace, alors que 20 600 euros étaient prévus par BAP pour sa mise en ligne, diffusion, réunion... etc. De plus, cette étude devait « déterminer la demande actuelle et potentielle - origines/ destinations des flux de marchandises et voyageurs (ainsi que la nature des marchandises) - entre le Béarn et l'Aragon afin de définir et adapter l'offre de transport ; et démontrer l'intérêt de cet axe pour ces deux régions (et pour les deux pays : France, Espagne). Elle sera un outil d'aide à la prise de décision en matière de politique transfrontalière et interrégionale de transport ». Autant vous dire qu'elle nous intéresse.

Nous rajouterons ici que les petites déviations sécuritaires de la vallée d'Aspe sont arbitrairement conditionnées à la réalisation de la déviation d'Oloron. Nous y voyons des petits villages et habitants pris en otage de la dangerosité réelle du trafic pour les forcer à accepter la grande déviation d'Oloron (à 92 millions d'euros, en temps de crise... et de lutte contre le réchauffement climatique et ses aléas).

La dimension intercontinentale du trafic en vallée d'Aspe, nous vous en parlerons en détail dans un prochain article.

Vanessa.